

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 07 MARS 2017

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille sept, le sept mars, à dix-huit heures trente,
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne DIOUF, Gabriel LASSERRE, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Pascal DESCLAUX, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LE GRELLE, Vanessa CAMPOY MARTINEZ, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

Étaient absents : M. Youssef SADIR, André CASTAGNOS, Monique SASSI, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Catherine SAMANIEGO.

Pouvoirs de vote :

Mr Sadir à Mr Guingan
Mr Castagnos à Mr le Maire
Mme Sassi à Mme Aymard
Mme Macario de Oliveira à Mme Beyret Treseguet
Mme Kazaoui à Mme Leveur.
Mme Samaniego à Mme De Macedo

Monsieur Daniel GUIHARD a été élu secrétaire de séance.

Monsieur le Maire remercie Monsieur Jean-François Guiral percepteur d'Aiguillon d'être présent à la séance.

Compte Administratif Budget Principal Commune

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE COMMUNE AIGUILLON

Séance du 07 mars 2016

L'an deux mille dix sept, le sept mars, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Jean-François SAUVAUD, maire,

NOMBRES DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Nombre de suffrages exprimés
27	21	27
		Pour : 25
		Contre : 0
		Abstentions : 2

Etaient présents :

MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne DIOUF, Gabriel LASSERRE, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Pascal DESCLAUX, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LEGRELLE, Vanessa CAMPOY MARTINEZ, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

Procurator(s) :

M. SADIR à M. GUINGAN
M. CASTAGNOS à M. SAUVAUD
MME SASSI à MME AYMARD
MME MARCARIO DE OLIVEIRA à MME BEYRET TRESEGUET
MME KAZAOUI à MME LEVEUR
MME SAMANIEGO à MME DE MACEDO

Date de la convocation
24 février 2016

Date d'affichage
__/__/__

Etai(en)t absent(s) :

MM. Youssef SADIR, André CASTAGNOS, Monique SASSI, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Catherine SAMANIEGO.

Etai(en)t excusé(s) :

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le

__/__/__

et publication du

__/__/__

A été nommé(e) **secrétaire de séance** : M. Daniel GUIHARD

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Jean-François SAUVAUD, maire, vote le Compte Administratif de l'exercice 2016 et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses	Prévu :	2 548 918,00
	Réalisé :	1 175 694,47
	Reste à réaliser :	423 998,00

Recettes	Prévu :	2 548 918,00
	Réalisé :	788 112,31
	Reste à réaliser :	159 686,00

Fonctionnement

Dépenses	Prévu :	5 641 021,00
	Réalisé :	4 509 201,18
	Reste à réaliser :	0,00

Recettes	Prévu :	5 641 021,00
	Réalisé :	5 850 930,82
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de clôture de l'exercice

Investissement :	-387 582,16
Fonctionnement :	1 341 729,64
Résultat global :	954 147,48

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.

Ont signé au registre les membres présents.

Fait à AIGUILLON,

Le Maire, Jean-François SAUVAUD



2017-021

Publié le 08/03/17

Visa Préfecture le 14/03/17

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANTE DE SERVICE DES EAUX AIGUILLON

Séance du 07 mars 2016

L'an deux mille dix sept, le sept mars, l'Assemblée Délibérante, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Jean-François SAUVAUD, maire,

NOMBRES DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Nombre de suffrages exprimés
27	21	26
		Pour : 26
		Contre : 0
		Abstentions : 0

Etaient présents :

MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne DIOUF, Gabriel LASSERRE, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, Christiane FAURE, Bernard COURET, Héléne AYMARD, Daniel GUIHARD, Pascal DESCLAUX, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LEGRELLE, Vanessa CAMPOY MARTINEZ, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION

Procurator(s) :

M. SADIR à M. GUINGAN
M. CASTAGNOS à M. SAUVAUD
MME SASSI à MME AYMARD
MME MARCARIO DE OLIVEIRO à MME BEYRET TRESEGUET
MME KAZAOUI à MME LEVEUR
MME SAMANIEGO à MME DE MACEDO

Date de la convocation
24 février 2016

Date d'affichage
__/__/__

Etai(en)t absent(s) :

MM. Youssef SADIR, André CASTAGNOS, Monique SASSI, Marcia MARCARIO DE OLIVEIRO, Hajiba KAZAOUI, Catherine SAMANIEGO

Etai(en)t excusé(s) :

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le

A été nommé(e) secrétaire de séance : M. Daniel GUIHARD

et publication du

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016

et publication du

L'Assemblée Délibérante, réuni sous la présidence de Jean-François SAUVAUD, maire,

vote le Compte Administratif de l'exercice 2016 et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses	Prévu :	290 771,00
	Réalisé :	1 527,34
	Reste à réaliser :	0,00
Recettes	Prévu :	290 771,00
	Réalisé :	263 975,27
	Reste à réaliser :	0,00

Fonctionnement

Dépenses	Prévu :	71 562,00
	Réalisé :	28 204,37
	Reste à réaliser :	0,00
Recettes	Prévu :	71 562,00
	Réalisé :	87 847,38
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de clôture de l'exercice

Investissement :	262 447,93
Fonctionnement :	59 643,01
Résultat global :	322 090,94

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Maire, Jean-François SAUVAUD



2017 2022

Publié le 08/03/17

Visa Préfecture le 14/03/17

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANTE DE ASSAINISSEMENT AIGUILLON

Séance du 07 mars 2016

L'an deux mille dix sept, l'Assemblée Délibérante, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Jean-François SAUVAUD, maire,

NOMBRES DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Nombre de suffrages exprimés
27	21	21
		Pour : 27
		Contre : 0
		Abstentions : 0

Etaient présents :

MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Michel PEDURAND, Fabienne DIOUF, Gabriel LASSERRE, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Pascal DESCLAUX, Alain LACRAMPE MOINE, Patrick LEGRELLE, Vanessa CAMPOY MARTINEZ, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON, Nicole MOSCHION.

Procurator(s) :

M. Sadir à M. Guigan
M. Castagnos à M. Sauvaud
Mme Sassi à Mme Aymard
Mme Marcia Macario de Oliveira à Mme Beyret Treseguet
Mme Hajiba Kazaoui à Mme Brigitte Leveur
Mme Catherine Samaniego à Mme Fabienne De Macedo

Date de la convocation
24 février 2016

Date d'affichage
__/__/__

Etai(en)t absent(s) :

MM. Youssef SADIR, André CASTAGNOS, Monique SASSI, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Catherine SAMANIEGO.

Etai(en)t excusé(s) :

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le

__/__/__

et publication du

__/__/__

A été nommé(e) **secrétaire de séance** : M. Daniel GUIHARD

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016

L'Assemblée Délibérante, réuni sous la présidence de Jean-François SAUVAUD, vote le Compte Administratif de l'exercice 2016 et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses	Prévu :	345 516,00
	Réalisé :	195 034,69
	Reste à réaliser :	8 920,00
Recettes	Prévu :	345 516,00
	Réalisé :	370 486,40
	Reste à réaliser :	0,00

Fonctionnement

Dépenses	Prévu :	117 840,00
	Réalisé :	85 584,92
	Reste à réaliser :	0,00
Recettes	Prévu :	117 840,00
	Réalisé :	122 785,77
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de clôture de l'exercice

Investissement :	175 451,71
Fonctionnement :	37 200,85
Résultat global :	212 652,56

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus.

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait certifié conforme.



Par le Maire, Jean-François SAUVAUD

Le Maire, Jean-François SAUVAUD

2017-023

Publié le 08/03/17

Visa Préfecture le 14/03/17

BUDGET PRINCIPAL : COMMUNE D'AIGUILLON

APRES s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2016, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2016,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT SUR :

- l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

Le conseil municipal, après délibération,

*27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention*

DÉCLARE que le compte de gestion du budget principal de la Commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2016 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Publié le 08/03/17

Visa Préfecture le 14/03/17

BUDGET ANNEXE : ADDUCTION D'EAU POTABLE (Service des Eaux)

APRES s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2016, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2016,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT SUR :

- l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

Le conseil municipal, après délibération,

*27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention*

DÉCLARE que le compte de gestion du budget Annexe ADDUCTION D'EAU POTABLE de la Commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2016 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Publié le 08/03/17

Visa Préfecture le 14/03/17

* * *

Approbation Compte de Gestion Budget Annexe Assainissement

BUDGET ANNEXE : ASSAINISSEMENT

APRES s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2016, et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

APRES avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2016,

APRES s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2016 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

STATUANT SUR :

- l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- l'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- la comptabilité des valeurs inactives,

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

Le conseil municipal, après délibération,

*27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention*

DÉCLARE que le compte de gestion du budget Annexe ASSAINISSEMENT de la commune d'Aiguillon, dressé, pour l'exercice 2016 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni

observation ni réserve de sa part.

Publié le 08/03/17

Visa Préfecture le 14/03/17

Affectation des résultats 2016

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif du budget principal de la commune au titre de l'exercice 2016,

Considérant qu'il en résulte les éléments suivants :

- Détermination du Résultat de la section de fonctionnement à affecté arrêté de façon suivante :
Excédent cumulé de la section de fonctionnement du budget principal :
1 341 729,64 €
- Détermination du besoin de financement de la section d'investissement arrêté de la façon suivante :
Déficit cumulé de la section d'investissement du budget principal
387 582,16 €
- Détermination du besoin de financement de la section d'investissement après intégration des restes à réaliser

Les restes à réaliser de la section d'investissement s'établissent comme suit :

- total des restes à réaliser en dépenses : 423 998,00 €
- total des restes à réaliser en recettes : 159 686,00 €
- Soit un besoin de financement sur les restes à réaliser de 264 312,00 €

il est proposé au conseil municipal de procéder à l'affectation du résultat de la section de fonctionnement du budget principal comme suit :

- En excédent de fonctionnement capitalisé pour un montant de
651 894,16 €
- En excédent reporté à la section de fonctionnement pour un montant de
689 835,48 €

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

Le conseil municipal, après délibération,

27 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention

APPROUVE l'affectation du résultat de la section de fonctionnement au budget primitif 2017 du budget principal de la commune comme présentée ci-avant.

Publié le 08/03/17

Visa Préfecture le 14/03/17

Détermination des taux d'imposition 2017 – Taxes Directes Locales

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2331-1 à L. 2331-4,

Les communes et les EPCI à fiscalité propre votent chaque année les taux des trois impôts ménages (taxes foncières et taxe d'habitation) et de la cotisation foncière des entreprises (CFE). Les collectivités peuvent en faire varier les taux, dans une même proportion, d'une année sur l'autre.

Les collectivités font connaître chaque année aux services fiscaux, par l'intermédiaire des services préfectoraux, leurs décisions relatives aux taux (ou aux produits) des impôts directs locaux. La date limite de cette notification est identique à la date limite de vote du budget primitif.

La *taxe d'habitation* est due par toutes les personnes qui ont, à quelque titre que ce soit, la disposition ou la jouissance de locaux meublés affectés à l'habitation.

Les *taxes foncières* sont des impôts directs qui sont établis annuellement sur les propriétés bâties et sur les propriétés non bâties sises en France.

A compter de l'exercice 2011, la *taxe professionnelle* a été remplacée par :

- x des taxes nouvelles :
 - Cotisation Foncière des Entreprises, CFE (due chaque année par les personnes physiques ou morales ou par les sociétés non dotées de la personnalité morale ou les fiduciaires pour leur activité exercée en vertu d'un contrat de fiducie qui exercent à titre habituel une activité professionnelle non salariée) ;
 - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, CVAE ;
 - Imposition forfaitaire des entreprises de réseau, IFER;
- x des taxes transférées :
 - part départementale TH ;
 - part départementale et régionale TFNB ;
 - taxe sur les surfaces commerciales TASCOM ;
 - une partie des frais d'assiette et de recouvrement .

A ces taxes nouvelles ou transférées peut se rajouter la GIR (Garantie Individuelle de Ressources), produit nouveau versé en compensation de la perte éventuelle.

Pour Aiguillon, les taux votés en 2016 étaient les suivants :

	Taux 2016
Taxe habitation	20,38%
Taxe sur le foncier bâti	25,50%
Taxe sur le foncier non bâti	132,03%
CFE	24,12%

Dans le cadre du vote du budget primitif 2017, monsieur le maire propose à l'assemblée, pour percevoir le produit attendu au titre de la fiscalité directe locale nécessaire à l'équilibre du budget, de maintenir les taux d'imposition de l'année 2016.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré**

*27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention*

DÉTERMINE pour l'année 2017, les taux d'imposition des taxes directes locales et de CFE suivants :

	Taux 2017
Taxe habitation	20,38%
Taxe sur le foncier bâti	25,50%
Taxe sur le foncier non bâti	132,03%

CFE	24,12%
-----	--------

Publié le 08/03/17

Visa Préfecture le 14/03/17

Madame Aymard demande s'il existe une exonération pour les nouvelles constructions ou installations d'entrepreneurs, si oui, elle estime qu'il faudrait en faire la promotion. Monsieur le Maire lui indique que oui mais que cette mesure va faire l'objet d'un toilettage en 2017.

Monsieur Girardi trouve la taxe sur le foncier non bâti injuste et excessif alors que l'agriculture connaît une crise grave. Monsieur le Maire lui répond qu'il existe une règle de causes à effets et que si on augmente une taxe on est obligé de les augmenter toutes de façon mécanique.

Vote du Budget Primitif – Budget Principal Commune

Vu le Code Général des Collectivités territoriales les communes et les EPCI votent chaque année le budget primitif.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de voter le Budget Primitif Budget Principal commune.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré**

25 voix pour,

0 voix contre,

2 abstentions, M. Piazzon, Moschion.

APPROUVE les propositions nouvelles de la section fonctionnement du Budget Primitif 2017 – Budget Principal Commune ainsi qu'il suit :

FONCTIONNEMENT	
Dépenses	5 353 506,00 €
Recettes	5 353 506,00 €

APPROUVE les propositions nouvelles de la section investissement du Budget Primitif 2017 – Commune ainsi qu'il suit :

INVESTISSEMENT	
Dépenses	3 453 000,00 €
Recettes	3 453 000,00 €

Soit un budget total qui s'équilibre à hauteur de 8 806 506,00 €

Publié le 08/03/17

Visa Préfecture le 14/03/17

Monsieur Legrelle demande quel seront la durée, le taux de l'emprunt et le solde sans l'avance TVA pour équilibrer le budget et financer les travaux, Madame Curie lui répond que l'idée est d'ajuster au mieux le

montant aux besoins et précise que les taux sont en cours de négociation.

Monsieur le Maire ajoute qu'en mars il y aura l'attribution de la DETR demandé pour la place du 14 juillet, si Aiguillon la perçoit, cela permettra d'ajuster l'emprunt.

Madame Moschion pense que le problème c'est de pouvoir rembourser le prêt au fur et à mesure de l'attribution des subventions. Monsieur le Maire lui explique qu'il y a une différence entre la trésorerie et le financement du projet, avec la trésorerie actuelle, la commune peut financer les travaux de l'année il ajoute que le montant de l'emprunt ne pourra être défini qu'au dernier trimestre 2017.

Madame Moschion note une augmentation de certains chapitres, comme la taxe foncière, les fêtes et cérémonies et les imprimés, Monsieur le Maire lui explique que la mise en sommeil de l'AFA et la reprise en gestion directe de l'animation a mécaniquement fait augmenter le budget fêtes et cérémonies.

Concernant les imprimés, de gros marchés vont être passés cette année le nombre d'annonce légale va donc augmenter ; de plus dans le cadre des travaux il va être nécessaire de communiquer en direction des administrés.

Monsieur le Maire rappelle la réduction des dépenses de 2,5 % réalisée en 2016 par les services et l'objectif de 3 % pour 2017, il pense qu'on atteindra des limites, mais que la municipalité actionne de bons leviers afin de préserver au maximum la qualité des services rendus aux usagers.

Madame Moschion pense que l'objectif de 3 % sera difficile à atteindre compte tenu de l'évolution de certains postes budgétaires.

Elle évoque les frais de nettoyage des locaux, Monsieur le Maire lui indique qu'il s'agit des vestiaires du Stade Marcel Durand ainsi que des vestiaires, du club house et des tribunes du Stade Louis Jamet, actuellement ces opérations ont lieu entre 5 heures et 8 heures du matin avant le début des cours de la cité scolaire ; il précise que cela va être revu par souci d'économie pour une reprise en régie directe ou par un prestataire qui effectuerait ces opérations en journée afin d'en réduire le coût.

Vote du Budget Primitif – Budget Annexe Adduction d'Eau Potable

Vu le Code Général des Collectivités territoriales les communes et les EPCI votent chaque année le budget primitif.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de voter le Budget Primitif Budget Annexe Adduction d'Eau Potable.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré**

*27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

APPROUVE les propositions nouvelles de la section fonctionnement du Budget Primitif 2016 – Budget Annexe Adduction Eau Potable 2017 ainsi qu'il suit :

FONCTIONNEMENT	
Dépenses	110 630,00 €
Recettes	110 630,00 €

APPROUVE les propositions nouvelles de la section investissement du Budget Primitif 2017 – Budget Annexe Adduction Eau Potable ainsi qu'il suit :

INVESTISSEMENT

Dépenses	289 177,00 €
Recettes	289 177,00 €

Soit un budget total qui s'équilibre à hauteur de : 399 807,00 €

Publié le 08/03/17

Visa Préfecture le 14/03/17

Vote du Budget Primitif – Budget Annexe Assainissement

Vu le Code Général des Collectivités territoriales les communes et les EPCI votent chaque année le budget primitif.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de voter le Budget Primitif Budget Annexe Assainissement .

Le conseil municipal, après en avoir délibéré

27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

APPROUVE les propositions nouvelles de la section fonctionnement du Budget Primitif 2017 – Budget Annexe Assainissement 2017 ainsi qu'il suit :

FONCTIONNEMENT	
Dépenses	134 972,00 €
Recettes	134 972,00 €

APPROUVE les propositions nouvelles de la section investissement du Budget Primitif 2017 – Budget Annexe Assainissement ainsi qu'il suit :

INVESTISSEMENT	
Dépenses	255 071,00 €
Recettes	255 071,00 €

Soit un budget total qui s'équilibre à hauteur de : 390 043,00 €

Publié le 08/03/17

Visa Préfecture le 14/03/17

Subventions de fonctionnement aux associations d'un montant supérieur à 5 000 € avec conventions d'objectifs

La loi du 1er juillet 1901 autorise les associations à recevoir des subventions, notamment communales. Pour pouvoir être subventionnée par la commune, **une association doit présenter un intérêt public local** défini par la jurisprudence de la manière suivante : l'intérêt est public lorsqu'il répond aux besoins de la population ou au développement de la collectivité ; il est local lorsqu'il correspond au champ territorial de la commune.

Il peut s'agir par exemple d'aides accordées aux associations sportives, de soutien aux spectacles, aux manifestations. Par contre, les subventions aux associations culturelles sont interdites.

Pour toute subvention dépassant un montant annuel de 23. 000 €, la collectivité doit conclure une **convention avec l'association bénéficiaire**, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention. Le conseil municipal, par délibération en date du 19 décembre 2008 a fixé ce seuil à 5.000 € et a adopté un modèle de convention d'objectifs.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'association bénéficiaire doit produire un compte rendu attestant la conformité des dépenses avec l'objet de la subvention.

La commune est libre d'accorder ou non son aide à l'association et une décision de refus ne fait pas partie de celles devant être motivées. Ainsi, une subvention accordée une année peut ne pas être reconduite l'année suivante. En revanche, le conseil municipal, quelle que soit sa décision, doit toujours veiller à agir dans le respect du principe d'égalité et de l'intérêt général ; il ne peut refuser à une association l'aide octroyée à une autre association que si une différence de situation objective ou des nécessités d'intérêt général le justifient.

Pour éviter toute **gestion de fait**, c'est-à-dire la situation dans laquelle " toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public... ", ou " reçoit ou manie directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un organisme public ", les membres du conseil municipal exerçant un pouvoir au sein des instances dirigeantes de l'association ne peuvent pas prendre part au vote.

Monsieur le maire présente au conseil municipal les différentes demandes de subventions des associations d'un montant supérieur à 5.000 € pour l'année 2017, examinées en Commission des finances le 24 février 2017.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré

<i>Détail des votes</i>	<i>pour</i>	<i>contre</i>	<i>abstention</i>	<i>Élu ne prenant pas part au vote</i>
<i>Centre d'Animation Municipal</i>	<i>26 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>C. Larrieu</i>
<i>Sca Général</i>	<i>26 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>C. Larrieu</i>
<i>Jumelage</i>	<i>20 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>F. De Macedo S. Guingan H. Aymard M. Pedurand C. Faure P. Desclaux C. Samaniego</i>
<i>Confluent Football 47</i>	<i>26 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>Y. Sadir</i>
<i>Amicale Sapeurs pompiers</i>	<i>27 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	
<i>École de Musique</i>	<i>27 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	

Cinéma confluent	26 voix	0 voix	0 abstention	F. Diouf
------------------	---------	--------	--------------	----------

Au vu du résultat des votes tels que détaillé ci-dessus,

DÉCIDE d'attribuer les subventions de fonctionnement d'un montant annuel supérieur à 5.000 euros pour l'année 2017 selon le détail joint en annexe ;

DIT que les crédits nécessaires au règlement de ces subventions sont inscrits au budget primitif 2017 à l'article 6574 « Subventions autres organismes » ;

MANDATE monsieur le maire ou son représentant pour signer les conventions d'objectifs correspondantes et tout document concernant ce dossier et procéder au versement de ces subventions.

Publié le 08/03/17

Visa Préfecture le 14/03/17

Madame Larrieu demande si des repreneurs se sont manifestés pour l'AFA et si oui comment feront ils puisqu'il n'y a pas de subvention prévue, elle ajoute que le bénévolat à Aiguillon comme ailleurs est compromis. Elle pense qu'à minima la subvention du CAM pourrait être revue à la hausse de 500 € ; Monsieur le Maire indique qu'il a rencontré la présidente du CAM et qu'au vu de la mise en place de la biennale une décision modificative sera peut-être prise en cours d'année. Il ajoute que cette manifestation est importante et qu'il est indispensable de l'installer dès la première année.

Madame Larrieu précise que les 3 000 € supplémentaire dont bénéficie le SCA Général cette année ne correspondent pas à une augmentation de la subvention, mais à une aide pour l'emploi en contrat avenir, qui devra cette année suivre 80 jours de formation d'où le manque à gagner car les ateliers périscolaires ne seront pas facturés.

Madame Aymard pense que le moment est idéal pour mettre en place une maison des associations.

Subventions de fonctionnement aux associations d'un montant inférieur à 5 000 €

La loi du 1er juillet 1901 autorise les associations à recevoir des subventions notamment communales. Pour pouvoir être subventionnée par la commune, **une association doit présenter un intérêt public local** défini par la jurisprudence de la manière suivante : l'intérêt est public lorsqu'il répond aux besoins de la population ou au développement de la collectivité ; il est local lorsqu'il correspond au champ territorial de la commune. Il peut s'agir par exemple d'aides accordées aux associations sportives, de soutien aux spectacles, aux manifestations. Par contre les subventions aux associations culturelles sont interdites.

Pour toute subvention dépassant un montant annuel de 23.000 €, la collectivité doit conclure une **convention avec l'association bénéficiaire**, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention. Le conseil municipal, par délibération en date du 19 décembre 2008 a fixé ce seuil à 5.000 € et a adopté un modèle de convention d'objectifs.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'association bénéficiaire doit produire un compte rendu attestant la conformité des dépenses avec l'objet de la subvention.

La commune est libre d'accorder ou non son aide à l'association et une décision de refus ne fait pas partie de celles devant être motivées. Ainsi, une subvention accordée une année peut ne pas être reconduite l'année suivante. En revanche, le conseil municipal, quelle que soit sa décision, doit toujours veiller à agir dans le respect du principe d'égalité et de l'intérêt général ; il ne peut refuser à une association l'aide octroyée à une autre association que si une différence de situation objective ou des nécessités d'intérêt général le justifient.

Pour éviter toute **gestion de fait**, c'est-à-dire la situation dans laquelle " toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public ou sans agir sous contrôle et pour le compte d'un comptable public, s'ingère dans le recouvrement de recettes affectées ou destinées à un organisme public... ", ou " reçoit ou manie

directement ou indirectement des fonds ou valeurs extraits irrégulièrement de la caisse d'un organisme public ", les membres du conseil municipal exerçant un pouvoir au sein des instances dirigeantes de l'association ne peuvent pas prendre part au vote.

Monsieur le maire présente au conseil municipal les différentes demandes de subventions des associations d'un montant inférieur à 5.000 € pour l'année 2017, examinées en Commission des finances le 24 février 2017.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré**

<i>Détail des votes</i>	<i>pour</i>	<i>contre</i>	<i>abstention</i>	<i>Élu ne prenant pas part au vote</i>
<i>Foyer de l'Automne</i>	<i>25 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	<i>J. Beyret Tréséguet M. Cadays</i>
<i>Autres demandes</i>	<i>27 voix</i>	<i>0 voix</i>	<i>0 abstention</i>	

Au vu du résultat des votes tels que détaillé ci-dessus,

DÉCIDE d'attribuer les subventions de fonctionnement d'un montant annuel inférieur à 5.000 euros pour l'année 2017 selon le détail joint en annexe ;

DIT que les crédits nécessaires au règlement de ces subventions sont inscrits au budget primitif 2017 à l'article 6574 « Subventions autres organismes » ;

MANDATE monsieur le maire pour signer tout document concernant ce dossier et procéder au versement de ces subventions.

Publié le 08/03/17

Visa Préfecture le 14/03/17

* * *

Budget Principal Commune – Création AP-CP Autorisation de programme Crédit de Paiement – Opération aménagement des Espaces Publics du Centre Ville

Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales disposent que les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP) relatifs notamment aux travaux à caractère pluriannuel. L'autorisation de programme (AP) constitue la limite supérieure du financement d'un équipement ou d'un programme d'investissement donné. Elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation. Elle peut être révisée chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme. Le budget de l'année N ne tient compte que des CP de l'année.

Cette procédure améliore la visibilité financière des engagements de la collectivité à moyen terme en formalisant une dépense dont le paiement s'étendra sur plusieurs exercices sans en faire supporter l'intégralité à son budget en risquant de prévoir la mobilisation d'emprunt par anticipation. Les autorisations de programme peuvent être révisées par le Conseil municipal en volume global mais aussi au niveau des crédits de paiement pour coller plus étroitement à la réalité de l'avancement du projet et des dépenses y afférentes. Chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face (FCTVA, subventions, autofinancement, emprunt). La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

L'équilibre annuel budgétaire s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement inscrits au budget.

Chaque année, le projet de budget est accompagné d'une situation au 1er janvier de l'exercice considéré, des autorisations de programmes votées antérieurement et de l'état de consommation des crédits correspondants. De même, au moment du vote du compte administratif, une annexe supplémentaire comporte la situation, arrêtée au 31 décembre de l'année, des autorisations de programme et de leurs crédits de paiement.

Les autorisations de programme et d'engagement permettent d'assurer le lien entre les exercices. Dans l'attente du vote du budget primitif, l'exécutif peut liquider et mandater les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée lors d'exercices antérieurs, dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme. Les crédits correspondants sont inscrits au budget lors de son adoption.

Vu les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement ;

Vu l'instruction codificatrice M14, Il est proposé au conseil municipal d'ouvrir pour 2016 les autorisations de programme et crédits de paiement (AP/CP) joint en annexe.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

27 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

APPROUVE le rapport ci-dessus énoncé.

AUTORISE le programme et les crédits de paiement (AP/CP) pour l'aménagement des espaces publics d'une part et la réhabilitation des dépendances du Château d'autre part comme joint en annexe.

DESIGNE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces de nature administrative ou financière relatives à l'exécution de la présente délibération.

*Publié le 08/03/17
Visa Préfecture le 14/03/17*

* * *

Créances irrécouvrables – Admission en non valeur 5 037,90 €

Le receveur d'Aiguillon a délivré à la Commune des états de restes à recouvrer sur les années antérieures, destiné à apurer des titres de recettes anciens dont la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) n'a pu obtenir le recouvrement en raison de leur montant ou de poursuites infructueuses (PV de carence ou de perquisition).

Le conseil municipal est appelé à admettre ces créances irrécouvrables en non-valeur pour les exercices antérieurs, dont la liste est annexée en pièces jointes, pour un montant total de 5 037,90 € correspondant au détail joint en annexe.

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

27 voix pour,
0 voix contre,
0 voix abstention,

DÉCIDE d'admettre en non-valeur les créances irrécouvrables des années antérieures pur un montant total s'élevant à 5 037,90 €, selon le détail annexé à la présente.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les documents se rapportant à cette affaire.

Publié le 08/03/17

Visa Préfecture le 14/03/17

* * *

ORGANISMES DE REGROUPEMENT

Communauté de Communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas – Transfert de la compétence planification

La communauté de communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas est compétente en matière d'urbanisme depuis le 1^{er} janvier 2017,

Considérant qu'il est nécessaire de terminer le Plan Local d'Urbanisme de la commune.

Vu la délibération du 28 mai 2013 prescrivant l'élaboration la révision du PLU de la commune,

Vu l'article L5214-16 du CGCT concernant les compétences obligatoires,

Vu les dispositions de l'article L5211-41-3 (III) du CGCT concernant la fusion,

Vu l'article L153-9 du code de l'urbanisme,

Considérant que la communauté de communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas est compétente en matière d'urbanisme ;

Considérant que le groupe de travail défini au sein de la commune sera maintenu afin de finaliser le projet de PLU et que le service urbanisme de la communauté de communes se chargera de l'organisation administrative de la procédure en cours ;

Considérant que le conseil municipal validera le dossier final du document d'urbanisme avant la délibération du conseil communautaire pour l'arrêt du PLU ;

Considérant que la commune assistera l'EPCI dans l'organisation de l'enquête publique et l'information inhérente à la concertation ;

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

27 voix pour,

0 voix contre,

0 voix abstention,

DONNE SON ACCORD pour confier à la communauté de communes compétente en matière de PLU, documents en tenant lieu et carte communale, le soin de terminer le PLU de la commune,

DÉCIDE que les délégués représentant la commune de Aiguillon au sein du Conseil Communautaire devront être conviés à toutes les réunions de concertation relatives à l'élaboration/révision du P.L.U. de la commune et seront associés à toutes les décisions du dit Plan local d'Urbanisme,

DONNE pouvoir à Monsieur le Maire pour prendre toute mesure d'exécution liée à la mise en œuvre de la présente délibération.

Concernant le PLU, Monsieur Pédurand informe l'assemblée que le travail est sur le point d'être finalisé et présenté en commission il sera ensuite soumis aux services de l'État afin de pouvoir lancer la procédure et l'enquête publique. Il ajoute que les services de l'État ont apporté un grand soutien tout au long de la réalisation.

Monsieur Pédurand espère pouvoir présenter son travail en conseil municipal d'ici deux mois.

QUESTIONS DIVERSES

Madame Diouf souhaite dresser un bilan sur la venue des migrants à Aiguillon, elle informe l'assemblée que 7 personnes ont reçu un statut de réfugiés, elle rappelle qu'ils doivent ensuite être orientés vers des CADA et demande ce qu'il en est et si d'autres réfugiés vont faire leur arrivée.

Monsieur le Maire lui indique que non, sur 14 demandeurs d'asile, 7 ont obtenu le statut de réfugié, 3 sont encore à l'étude et 4 ont vu leur demande déboutée et entame un recours. Il précise que le CADA de Lot-et-Garonne se trouve sur l'Agenais et le Néracais et qu'il a une capacité de 220 places. Monsieur le Maire souligne que depuis leur arrivée en octobre, tout s'est très bien passé.

Monsieur Legrelle revient sur les poubelles qui restent dans les rues donnant une image négative de la commune. Il estime qu'il serait souhaitable de mettre en place un affichage pour informer les administrés. Monsieur le Maire indique qu'une affichette sera réalisée et collée sur les poubelles qui ne seront pas rentrées.

Madame Moschion regrette la suppression de la place de parking devant le bureau de tabac de Monsieur Monge rue Gambetta, elle ajoute que cela pose un problème au commerce pour les livraisons et le stationnement des clients. Monsieur le Maire lui indique que la place se trouvait en sortie de virage et que c'était dangereux.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à vingt et une heures.

Le maire,

Le secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Pascal DESCLAUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Vanessa CAMPOY MARTINEZ

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION